

# SPLENDEURS ET MISÈRES DE L'ABONDANCE

Alexandre Ouizille

11/03/2026

**Phénomène éditorial et politique outre-Atlantique, le livre *Abundance* d'Ezra Klein et de Derek Thompson vient d'être publié en français<sup>1</sup>. Alexandre Ouizille, sénateur de l'Oise, livre son analyse sur la thèse de l'essai, montrant qu'il s'inscrit avant tout dans une histoire américaine. Pour lui, il offre des réponses insuffisantes, fait parfois fausse route, mais présente le mérite de nous forcer à repenser des démocraties capables d'embarquer leur population dans un projet modernisateur et majoritaire.**

Nous y sommes. *Abundance*<sup>2</sup> a traversé l'Atlantique. Par sa traduction aux éditions Arpa et par **la note que lui consacre la Fondation Jean-Jaurès**, le livre d'Ezra Klein et de Derek Thompson entre pleinement dans le débat français. Pourtant, l'ouvrage ne se laisse pas aisément détacher de son contexte d'écriture. *Abundance* est d'abord et avant tout une histoire américaine.

La thèse du livre ne vient pas de nulle part. Les prémices en ont été posées par des membres de l'administration Biden, notamment Brian Deese, directeur du National Economic Council de 2021 à 2023, et Janet Yellen, la secrétaire au Trésor, lors de l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche. L'un comme l'autre sont effectivement convaincus qu'une simple politique de redistribution, telle qu'appliquée par la gauche depuis plus de vingt ans, ne résoudra aucun des problèmes structurels de l'économie américaine. Tout au plus parviendra-t-elle à augmenter temporairement le pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes. Mais ces augmentations serviront finalement à la consommation de biens produits à l'étranger, et notamment des produits chinois qui inondent depuis de nombreuses années le marché national. Il n'y aura pas d'investissements supplémentaires dans l'économie, pas de création d'entreprises et d'usines nouvelles, et donc pas d'emplois non plus.

Ce qu'il faut, selon Brian Deese et Janet Yellen, c'est donc une réappropriation, par la gauche, de la politique de l'offre qui ne vise à rien de moins qu'à transformer l'ensemble du tissu productif

américain. Attention, cette doctrine n'a rien à voir avec « la vieille stratégie de l'offre » des républicains que Janet Yellen fustige d'ailleurs à plusieurs reprises. C'est précisément cette politique, et son incarnation la plus parfaite, les Reaganomics, avec sa flexibilisation du marché du travail, ses baisses de fiscalité ciblées sur les plus riches, ses dérèglementations, qui a conduit à la désindustrialisation et a mis l'Amérique dans le mur. La politique de l'offre telle que l'envisage l'administration Biden tient plutôt à un retour en force de l'État fédéral afin de moderniser rapidement, efficacement et à grande échelle le tissu productif et d'orienter le capital privé vers les secteurs les plus importants pour la suprématie technologique et militaire américaine.

Dans les faits, s'opère une véritable rupture avec quarante années d'invisibilisation de la politique industrielle aux États-Unis de même qu'une dénonciation en règle de la dépendance américaine à des chaînes de valeur de plus en plus étendues et internationalisées. Les préceptes de la mondialisation sont volontairement laissés de côté au profit d'une stratégie industrielle assumée dont l'objectif est la maîtrise, dans certains secteurs comme l'hydrogène vert, de l'ensemble de la chaîne de production : du laboratoire à l'usine et enfin au marché.

Et si l'objectif premier de cette nouvelle politique tient effectivement à des raisons objectives de course économique et technologique avec la Chine, elle vise également à améliorer les conditions de vie des classes populaires et moyennes américaines : construction de logements supplémentaires, investissement dans le réseau d'électricité (comme Roosevelt au temps du *New Deal*), crédits d'impôt pour l'achat de véhicules électriques *made in USA*, accès généralisé à la 5G sur l'ensemble du territoire national, etc. Une politique de l'offre donc, mais une politique de l'offre progressiste. Et si, lors du Forum économique de Davos de 2022, Janet Yellen mentionne cette nouvelle doctrine économique sous le nom d'« économie de l'offre moderne », c'est Ezra Klein, qui suit de près la politique de l'administration Biden, qui lui donne son appellation la plus connue : le progressisme de l'offre. Pas de hasard donc si l'appel des deux auteurs d'*Abondance* à construire plus de logements, de transports, de technologies vertes, bref, si leur « build again » résonne étrangement avec le « build back better » de Joe Biden.

Ensuite, il y a le moment de l'écriture et de la publication : mars 2025. Cinq mois auparavant, les démocrates ont perdu les élections présidentielles ; deux mois auparavant, Donald Trump a prononcé son discours d'investiture. C'est dans ce contexte de bataille électorale afin de défendre les orientations économiques de Joe Biden, puis son bilan, que s'inscrit l'histoire de ce livre. Il faut, en effet, prendre la mesure du traumatisme de la victoire du leader MAGA (*Make America Great Again*) pour le camp démocrate. Les résultats de la politique économique menée pendant quatre années sont très positifs et ont remis l'économie américaine sur de bons rails : retour de la croissance, chômage à son plus bas niveau historique, inflation haute, mais maîtrisée, croissance

exponentielle des investissements industriels. Malgré cela, les bienfaits à court terme sur les conditions de vie des classes populaires et moyennes tardent à se faire sentir et l'élection est perdue. Une forme de discordance des temps joue donc pleinement contre la politique économique des démocrates : bénéfique à moyen-long terme, insuffisamment visible à court terme. La leçon est claire, mais brutale : on ne rattrape pas quarante ans d'abandon des classes populaires et moyennes en seulement quatre années.

Et l'une des raisons de cette invisibilité à court terme des effets de la politique économique de Joe Biden tient à quelque chose de spécifique que Klein et Thompson ont parfaitement identifié : la lourdeur administrative et réglementaire du système américain. L'empilement toujours plus important de règles, de normes, de procédures amenuise radicalement la rapidité d'exécution des décisions politiques, tant au niveau fédéral que fédéré. Et c'est justement tous ces goulots d'étranglement réglementaires que les auteurs cartographient au sein d'*Abondance*. Leur but est précisément de faire comprendre au lecteur que la rareté de biens, de logements, de transports en commun, de projets industriels ne tient pas à une incapacité de l'économie américaine à les produire, mais bien à un appareil bureaucratique beaucoup trop encombrant. Chose importante à souligner : Klein et Thompson appuient leur argumentaire d'une comparaison, chiffres à l'appui, avec le système chinois. Est mentionnée, par exemple, l'incapacité de l'État californien, depuis 2008, à finaliser les infrastructures nécessaires pour une ligne de train à grande vitesse ; alors que dans le même temps, la Chine a déployé 37 000 kilomètres de réseau. Ils rejoignent donc les analyses d'un autre auteur, Dan Wang, qui consacre tout un livre, *Breakneck*<sup>3</sup>, à l'idée selon laquelle le succès économique et industriel chinois s'explique par la structure de son État, peuplé d'ingénieurs, et l'atonie américaine par une société où règnent désormais avocats et bureaucrates.

Ce constat relatif à la lourdeur bureaucratique du système américain, l'administration de Joe Biden l'a d'ailleurs bien en tête dès le début de la mandature. Après les grands programmes d'investissements dans les infrastructures (à travers notamment l'*Infrastructure Investments and Jobs Act*), le deuxième pilier de sa politique économique consiste précisément à résoudre la contradiction existante entre la nécessité de transformer rapidement l'aménagement du territoire (pour bâtir de nouveaux logements et construire de nouvelles usines) et les lenteurs et surcoûts propres au système américain de délivrance de permis. À vrai dire, la prise de conscience de la société américaine face à ces enjeux est plus ancienne encore : après la crise économique de 2008, et d'abord en Californie (où les logements sont rares et extrêmement chers), des mobilisations citoyennes ont émergé, appuyées par des représentants démocrates, demandant l'assouplissement des règles d'urbanisme afin de construire plus vite. Ces mobilisations, qui se sont rassemblées sous le mot d'ordre *Yes In My Back Yard* (YIMBY), ont donc pris le contrepied, et la contre-appellation, d'un mouvement plus ancien en Grande-Bretagne et aux États-Unis qui

réclamait l'abandon des grands projets d'urbanisme (*Not In My Back Yard* – NIMBY). Est apparu sous un jour nouveau un clivage, extrêmement important dans les sociétés américaine et européennes et pourtant totalement invisibilisé entre d'un côté les propriétaires de logement, dont l'intérêt immédiat n'est autre que la hausse des prix de l'immobilier et, de l'autre, les locataires, qui ont vu, depuis les années 1980, leurs dépenses de logement augmenter durablement. Un camp a tout intérêt à ce que l'État se perde en procédures, l'autre à ce qu'il construise vite et massivement.

Quoi qu'il en soit, l'administration Biden n'a pas su venir à bout de ces lourdeurs bureaucratiques et Klein et Thompson mettent le doigt là où ça fait mal : sans assouplissement considérable des procédures et règlements qui ralentissent les décisions publiques, les États-Unis seront condamnés à un régime de rareté des biens et, plus encore, à perdre leur avance technologique face à un concurrent de taille : la Chine.

C'est effectivement la dernière « preuve » du tropisme américain derrière la thèse d'*Abondance* : une apologie de l'innovation technologique qui est en réalité beaucoup plus présente dans la société américaine que dans les sociétés européennes et qui s'incarne parfaitement à travers la notion de « frontières technologiques ». Cette notion dépasse très largement les clivages partisans entre républicains et démocrates. Récurrents sont d'ailleurs les discours des présidents américains qui y font explicitement référence : en pleine Seconde Guerre mondiale, Franklin Roosevelt, le père du *New Deal*, affirme qu'il appartient à l'État de favoriser, autant que faire se peut, la recherche et développement (R&D) afin de stimuler en permanence les innovations technologiques et conquérir « les nouvelles frontières de l'esprit<sup>4</sup> ». Un discours que reprend à son compte John Fitzgerald Kennedy des années plus tard, affirmant que les États-Unis se trouvent à « l'orée d'une nouvelle frontière, une frontière d'opportunités et de périls inconnus<sup>5</sup> ». Pierre Charbonnier fait même remonter plus loin cet « ethos » américain : « du texte fondateur de Frederick Jackson Turner sur la frontière, des terres libres des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles aux références à la conquête de Mars, un continuum idéologique de l'expansion apparaît très nettement, avec une connotation théologique et eschatologique très forte<sup>6</sup> ».

Un discours vaut d'ailleurs d'être lu : « Les États-Unis se considéreront à nouveau comme une nation en pleine croissance, une nation qui accroît sa richesse, étend son territoire, construit ses villes, élève ses attentes et porte son drapeau vers de nouveaux et magnifiques horizons. Et nous poursuivrons notre destinée manifeste vers les étoiles – en lançant des astronautes américains pour planter notre bannière étoilée sur la planète Mars. L'ambition est le moteur vital d'une grande nation [...] L'esprit de la Frontière est gravé dans nos cœurs. L'appel de la prochaine grande aventure résonne au plus profond de nos âmes<sup>7</sup> ». On le dirait tout droit sorti du livre de Klein et Thompson. Raté, il s'agit du discours d'investiture de Donald Trump.

Mais au-delà de ce tropisme américain, les auteurs d'*Abondance* ont saisi quelque chose de fondamental : la nécessité pour le camp de l'émancipation de renouer avec l'idée d'un avenir radieux ou, à tout le moins, avec l'idée de progrès.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Le retour d'un horizon progressiste

Autant dire qu'il y a de l'audace dans un tel positionnement. Si le progrès technique, avec ses innovations toujours plus importantes, l'augmentation de la productivité du travail et le dépassement permanent des limites de la connaissance, a longtemps été considéré à gauche comme la preuve la plus évidente d'une humanité qui s'améliore et d'une abondance matérielle assurée, tout cela est désormais loin derrière nous. Les deux guerres mondiales ont brisé l'espoir progressiste. Elles ont démontré les ravages que la technique peut faire sur les corps, les peuples et la nature ; la production toujours plus importante de biens de consommation a épuisé les ressources naturelles, pollué les sols et est responsable du réchauffement climatique ; l'effondrement du bloc soviétique et la mise en lumière de ses atrocités ont considérablement diminué tout ce qui s'apparentait à un espoir en des lendemains qui chantent.

C'est dans ce contexte qu'on a assisté à un retournement complet de la notion : face à la crise de l'idée de progrès, qui est en grande partie une crise du projet socialiste, la gauche a vu fleurir en son sein une myriade de doctrines prenant le contre-pied absolu du progressisme, tout du moins dans sa forme technique et matérielle. Décroissants, anti-productivistes, collapsologues et des mouvements aux noms particulièrement évocateurs, comme Dernière Rénovation, constituent désormais une partie significative du militantisme de gauche. Certains ont leur légitimité et portent haut l'exigence de sobriété, mais l'imaginaire et le récit politique qu'ils façonnent n'ont plus rien d'un projet modernisateur séduisant pour des classes populaires et moyennes qui, légitimement, aspirent à l'amélioration de leur condition d'existence. « Du point de vue des classes populaires et ouvrières en particulier, l'attrait d'une transition qui ne se traduit pas par une élévation des conditions de travail et d'existence est nul. L'insuccès électoral de l'agenda climatique modéré, aux États-Unis comme en Europe, lors des élections de 2024, témoigne de

cette importante limite<sup>8</sup> ». C'est cette leçon que veulent tirer Klein et Thompson : un récit politique majoritaire et mobilisateur doit contenir des éléments positifs et, surtout, s'intéresser directement à l'amélioration des conditions de vie matérielle des classes populaires et moyennes (logement, pouvoir d'achat, mode de transports, etc.). Et ils ont raison.

La sobriété ne se suffit pas à elle seule et n'est pas la solution à tout et pour tous. La décarbonation n'est pas seulement un choix moral du consommateur, elle est une vaste entreprise de substitution d'un mode de production par un autre. Elle doit prendre la forme d'une politique industrielle et de construction qui vise à rendre les produits bas carbone séduisants et abordables. Et elle doit être conduite le plus vite possible, avec des effets rapides sur la vie quotidienne, ce qui implique de renoncer à une vision muséale du territoire. Sinon, c'est la réaction économique et écologique qui l'emporte et la politique du grand bond en arrière trumpiste. « Nous allons forer, forer, forer ! L'Amérique redeviendra une nation manufacturière, et nous avons quelque chose qu'aucune autre nation manufacturière n'aura jamais : la plus grande quantité de pétrole et de gaz de tous les pays de la Terre – et nous allons l'utiliser<sup>9</sup> ».

## L'abondance, un concept (trop) plastique

Mais ce concept d'abondance a les défauts de ses qualités. D'une part, et si le retour de discours « pro-sciences » et « pro-innovations technologiques » sur la scène publique est salvateur, Klein et Thompson se concentrent excessivement sur l'aspect technique de l'idée de progrès, jusqu'à sombrer volontairement dans une nouvelle forme de religiosité technophile.

D'autre part, l'écho retentissant du livre *Abondance* tient à la très forte plasticité du concept, qui permet une grande variété d'interprétations, parfois contradictoires les unes avec les autres. Si Klein et Thompson s'inscrivent résolument dans une perspective libérale-progressiste, le concept même d'abondance est beaucoup plus fluide et traverse les idéologies existantes plutôt qu'il ne les remplace. Steven Teles réalise d'ailleurs une cartographie intéressante des six différentes variétés d'abondances qui se sont développées sur l'ensemble du spectre politique américain<sup>10</sup>.

À l'aile gauche du Parti démocrate se trouve ce qu'il appelle « l'abondance rouge » (*Red Plenty*) et s'incarne dans des figures comme le nouveau maire de New York, Zohran Mamdani, ou encore Saikat Chakrabarti, candidat au poste de sénateur sur l'ancien siège de Nancy Pelosi. L'un comme l'autre concentrent leurs combats politiques autour des questions du coût de la vie (logement, alimentation, énergie, etc.) et voient dans les investissements publics (et les entreprises publiques) un levier essentiel pour y répondre. L'abondance se matérialise chez eux par des pratiques de consommation collective qui permettent de faire concurrence au privé, de casser les prix

exorbitants des produits de la vie quotidienne (notamment *via* les magasins publics d'alimentation) de même que par une politique de grands projets. Saikat Chakrabarti a, à ce titre, plusieurs fois fait l'éloge du *New Deal* comme de l'État planificateur à la française au sortir de la Seconde Guerre mondiale qui a permis la construction de dizaines de centrales nucléaires en un temps réduit, du train à grande vitesse et de logements peu chers. Mais, et c'est là aussi que leurs propos se rapprochent de celui de Klein et Thompson : Mamdani comme Chakrabarti sont parfaitement conscients que les entreprises publiques qu'ils défendent (sur le modèle de la Tennessee Valley Authority créée lors du *New Deal*) sont à ce jour impossibles à réaliser en raison des trop fortes contraintes réglementaires qui amenuisent le champ d'action de l'État américain.

Vient ensuite « l'abondance en cascade » qui est une forme de techno-futurisme orientée vers les considérations écologiques. À l'inverse des décroissants, les partisans de cette variété d'abondance voient dans la technologie un levier afin de produire massivement, et urgemment, les moyens nécessaires à la décarbonation de l'économie : énergies solaire, éolienne, nucléaire, transports en commun, logements urbains denses, etc. Au nom de ce sentiment d'urgence écologique, ils sont peut-être les plus anti-procéduraux parmi les adeptes du concept d'abondance. En revanche, ils se distinguent des Red Plenty par leur manque d'intérêt pour les formes d'économie socialisée ou la consommation collective. Leur doctrine économique vise plutôt au renforcement des partenariats public-privé et au soutien à l'entrepreneuriat vert. Tout comme les Red Plenty en revanche, ils ont leur propre géographie, reliée au camp démocrate : pas New York cette fois-ci, mais des villes comme Seattle et Portland.

Sur l'aile droite du Parti démocrate se trouve l'abondance libérale, celle de Klein et Thompson : résolument cosmopolite, acquise à la cause de l'économie de marché, mais qui considère que l'État doit être suffisamment fort pour casser les monopoles des grandes entreprises privées et des lobbies, comme celui des propriétaires de logement, qui augmentent les prix des biens et empêchent l'innovation technologique en limitant considérablement la concurrence entre producteurs. La terre de prédilection de l'abondance libérale n'est autre que la Californie (où est né le mouvement YIMBY) et Gavin Newsom est leur représentant politique le plus connu et le plus en vue.

Au centre se trouve ce que Steven Teles appelle la « synthèse de l'abondance modérée », qui n'est pas un courant en tant que tel, mais un espace politique relativement proche du Parti démocrate et peuplé d'individus qui considèrent que les transformations nécessaires de l'économie américaine, pour en finir avec le régime de la rareté des biens, viendront de technocrates désintéressés des questions électorales. Et chose baroque, ils affirment que les politiques nécessaires à l'abondance ne pourront être mises en œuvre que par les démocrates au niveau fédéral (adeptes d'un pouvoir

centralisateur fort) et uniquement par les républicains au niveau fédéré (adeptes de la déréglementation).

Également au centre se situe « l'abondance dynamique », incarnée par des figures comme l'écrivaine politique Virginia Postrel, parfaitement à l'aise avec le capitalisme néolibéral et avec l'idée selon laquelle l'innovation technologique et la croissance de la production de biens nécessitent de déréglementer largement la société américaine. Selon ses partisans, c'est à cause de la prudence des organismes publics de santé que le développement de nouveaux médicaments a été freiné, à cause des règles sur le bruit que le vol supersonique transcontinental a été abandonné, etc. Ils se différencient en revanche des libertaires classiques en soutenant ce que l'économiste Tyler Cowen appelle un « libertarisme de la capacité de l'État<sup>11</sup> ». En d'autres termes, l'État doit être réduit, mais efficace et compétent lorsqu'il s'agit de faciliter la construction massive de logements ou d'infrastructures. Le modèle des partisans de l'abondance dynamique se trouve à Singapour ou au Danemark, où se développent des bureaucraties autonomes mais peu susceptibles de corruption.

Enfin, à la droite du spectre politique américain se trouve « l'abondance sombre » qui est une synthèse des partisans les plus technophiles de la coalition Trump. S'ils sont mal à l'aise avec les dérives autoritaires du trumpisme et restent partisans de la démocratie libérale américaine, ils considèrent que les institutions libérales ont échoué, qu'elles ont considérablement freiné le développement économique et handicapé les États-Unis dans le maintien de sa suprématie technologique et militaire face à la Chine. Le point de départ de leur analyse peut être résumé par la phrase d'Alana Newhouse : « tout est brisé<sup>12</sup> ». Il faut reconstruire quasiment à zéro l'appareil d'État, à la manière du DOGE (Department of Government efficiency) d'Elon Musk, en s'inspirant des méthodes du privé, pour que celui-ci facilite le progrès technologique qui reste, selon eux, la base de l'épanouissement individuel et collectif. Ils se trouvent donc à la confluence entre industrie de défense américaine et grandes entreprises de la tech de la Silicon Valley.

Il n'existe donc pas une seule et unique doctrine de l'abondance sur la scène intellectuelle et politique américaine. Et si toutes partagent la volonté de faire sortir l'économie nationale du régime de la rareté, de même que celle de rendre l'État plus efficace, c'est en revanche leurs seuls points communs (avec le fait notable que ces six variantes se sont développées dans des grandes métropoles et non du côté de l'ancienne Amérique industrielle de la Rust Belt)<sup>13</sup>. Les partisans de l'abondance rouge défendent les entreprises et les services publics, de même qu'une économie planifiée, les cinq autres formes d'abondance croient profondément dans les vertus du marché, certains pour accélérer la transition écologique, sur un modèle technofuturiste, d'autres uniquement pour assurer la suprématie technologique américaine. Selon les partisans de

l'abondance libérale et de l'abondance dynamique, une telle suprématie ne peut être atteinte qu'en stimulant l'innovation et en cassant les monopoles des multinationales pour retrouver un régime de concurrence. Alors que c'est précisément les multinationales de la tech qui assurent ce rôle, selon les partisans de l'abondance sombre.

C'est d'ailleurs deux militants de l'abondance qui s'affrontent actuellement dans le cadre de la primaire démocrate pour remplacer Nancy Pelosi au Congrès : un militant de l'abondance rouge d'un côté (Saikat Chakrabarti) et un militant de l'abondance libérale de l'autre (Scott Wiener). Et si leurs orientations politiques diffèrent sur un grand nombre de points, l'un et l'autre comptent en finir avec un État fédéral trop peu efficace et victime de ses propres lourdeurs bureaucratiques.

## Une fausse histoire de la bureaucratie

La révolte anti-bureaucratique. C'est le cœur du livre *Abondance*, comme de différentes variétés d'abondances qui peuplent la scène politique américaine. Mais ce n'est ni une révolte contre l'État ni une révolte contre les experts. Au contraire, c'est une révolte pour une plus grande efficacité de l'action publique. Mais c'est là où le bât blesse : Klein et Thompson en restent à un cri, relativement primaire, contre les lourdeurs administratives sans jamais retracer leur histoire. Leur position est fondamentalement ambiguë et, à ce titre, autant bénéfique que délétère.

Bénéfique parce qu'ils osent dénoncer la bureaucratie au sein de l'État et des administrations publiques tout en revendiquant leur appartenance au camp progressiste. C'est une chose devenue rare à gauche aux États-Unis comme en Europe, tant les partis politiques de gauche sont arc-boutés sur une position défensive vis-à-vis des services publics, laissant aux conservateurs et néolibéraux le monopole de la critique bureaucratique. Tout se passe comme si nous avions collectivement oublié que, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, c'est de la gauche, et du mouvement socialiste, que sont venues les critiques contre la bureaucratie d'État. Des critiques encore riches d'enseignements pour nos temps ombrageux : celles, par exemple, et dans une veine marxiste, de Bruno Rizzi ou de James Burnham ; celle aussi de Cornelius Castoriadis avec sa dénonciation de la société bureaucratique ; celle enfin de Karl Polanyi, qui démontre que le libéralisme économique est à l'origine d'un accroissement sans précédent de normes et de réglementations.

Délétère, car, en ne s'inscrivant pas dans cette critique socialiste de la bureaucratie d'État, ils se différencient trop peu des critiques conservatrices, allant parfois jusqu'à concentrer leur offensive sur les normes environnementales. Leur cri ressemble finalement à l'appel maintes fois répété, depuis près de vingt ans, par des représentants patronaux et des politiques de droite à « libérer les énergies ». Sous-entendu, libérer le secteur privé du poids du public. Oubliant d'une part que c'est

précisément l'application de normes et organisations issues du privé, à l'image du *New Public Management*, qui a alourdi considérablement la capacité d'action de l'État. Dans un cas très français, l'ouverture des monopoles publics à la concurrence, notamment dans le cas d'EDF et de la création de l'Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), s'est accompagnée d'une complexification par la segmentation des activités (production vs réseau), une perte de maîtrise sur la fixation des prix, une baisse de rentabilité et d'investissement dans les infrastructures<sup>14</sup>. Nonobstant d'autre part que c'est précisément sur des discours anti-bureaucratiques et au nom d'une certaine efficacité économique qu'a été justifiée la révolution néolibérale des années 1980 (et qui a finalement aggravé le mal qu'elle dénonçait à l'origine en affaiblissant l'État comme jamais).

En ne s'inscrivant pas dans l'histoire de la critique socialiste de la bureaucratie d'État, il se pourrait bien que le discours de Klein et Thompson fasse l'objet d'une récupération en bonne et due forme de la part de leurs adversaires politiques, comme le montre déjà suffisamment l'existence de partisans de « l'abondance sombre ». Par ailleurs, si la thèse de Klein et Thompson se veut radicale et « disruptive », elle se révèle particulièrement tiède en matière de politique économique.

## La radicalité des mots, la tiédeur du programme

Lorsqu'on essaie de résumer ce que Klein et Thompson envisagent comme solutions politiques afin de résoudre le problème de la rareté des biens et l'ouverture d'une nouvelle ère d'abondance, on se rend compte assez rapidement qu'il n'y a là rien de révolutionnaire. Ils souhaitent avant tout un gouvernement particulièrement actif dans le domaine de l'innovation, capable d'identifier les goulets d'étranglement réglementaires et de les supprimer. Certains instruments, à l'image du dégageant de marché anticipé (*advance market commitment*) qui consiste à garantir l'achat de produits avant leur fabrication, sont présentés comme des leviers intéressants de développement technologique, quel que soit le domaine (la santé, les technologies vertes, etc.). Sous couvert de radicalité politique, le programme économique de Klein et Thompson est particulièrement proche de ce que les chercheurs Daniela Gabor et Benjamin Braun appellent le *derisking* réglementaire et qui consiste en la mise en place d'incitations administratives (assouplissement des règles d'urbanisme notamment) afin d'orienter le capital privé vers des investissements d'avenir, comme la transition écologique. Dans les faits, l'administration Biden s'est montrée plus ambitieuse que Klein et Thompson en pratiquant à la fois ce *derisking* réglementaire et un *derisking* budgétaire (incitations budgétaires massives sous la forme de subventions). Et malgré cette ambition, non seulement ces politiques ont eu des effets trop timides à court terme pour convaincre les classes moyennes américaines lors de la présidentielle 2024, mais elles n'ont jamais poussé la radicalité jusqu'à renouer avec l'État planificateur américain caractéristique du *New Deal* et qui a fait la grandeur industrielle et technologique des États-Unis. On peut donc légitimement douter que le

simple *derisking* réglementaire de Klein et Thompson suffise à ouvrir une nouvelle ère d'abondance pour la société américaine et ses citoyens.

## L'Amérique et nous

L'arrivée d'*Abondance* dans nos librairies est une incitation au ressaisissement par la gauche française de la question productive. Le double quinquennat raté d'Emmanuel Macron ne doit pas condamner toute politique de l'offre, mais seulement la sienne et sa logique de tapis rouge et d'attractivité. Il existe une politique de l'offre de gauche : c'est la politique de l'offre de logements supplémentaires, c'est la politique de planification de la production industrielle et de la décarbonation. C'est une politique qui part des besoins collectifs des classes populaires et moyennes et cherche à y répondre le plus vite possible non pas par des chèques, mais par des réalisations concrètes : des usines et des entreprises qui ouvrent, des emplois qui se créent, des infrastructures (routes, réseaux de transports en commun, équipements publics) qui se modernisent, etc.

Né dans les forges et au pied des cheminées fumantes des usines, le projet socialiste ne peut se borner à être devenu une simple redistribution fiscale des revenus post-marché. Il doit être un projet d'aménagement, de développement de la production au service de grands desseins de long terme, comme la décarbonation, et de grandes urgences de court terme, comme le logement de qualité à prix abordable. Voilà ce que doit être une véritable politique de reconquête économique et industrielle. Ce n'est pas se contenter d'assurer l'application des règles de concurrence, surtout quand les dés sont pipés et que ces règles détruisent nos entreprises et favorisent des produits chinois subventionnés à outrance.

Car c'est bien dans le contexte de la montée en puissance économique et militaire de l'Empire du milieu que se déploie le livre de Klein et Thompson. L'ombre portée du modèle chinois pèse sur les débats qui ont cours dans les vieilles démocraties européennes et américaines. L'efficacité de la politique économique de Pékin, sa capacité aujourd'hui sans égale à effectuer une transition écologique autoritaire et à marche forcée nous font douter de nos vertus démocratiques. Nous qui avons été élevés dans l'idée qu'il n'y avait pas de prospérité sans démocratie, nous sommes bousculés dans nos certitudes par un État à qui rien ne semble pouvoir résister.

*Abondance* regarde ce problème de face. Le livre offre des réponses insuffisantes, parfois fait fausse route, mais présente l'immense mérite de nous forcer à nous positionner et à repenser des démocraties capables d'embarquer leur population dans un projet modernisateur et majoritaire. Un projet qui pour déjouer la catastrophe renonce au catastrophisme et reprend le chemin d'un avenir

désirable.

Chaque pays a sa propre grammaire. Dans le nôtre, cette grammaire suit un rythme à trois temps : d'abord la prise de conscience du retard français, ensuite l'organisation du sursaut et enfin le nouvel âge modernisateur. C'est donc ce sillon qu'il nous faut tracer pour éviter à la France un moment réactionnaire, trumpien, qui la disqualifierait politiquement, économiquement, écologiquement et socialement pour longtemps.

1. Ezra Klein et de Derek Thompson, *Abondance*, Paris, Arpa, 2026.
2. Ezra Klein et de Derek Thompson, *Abondance*, Paris, Arpa, 2026.
3. Dan Wang, *Breakneck: China's quest to engineer the future*, Londres, Allen Lane, 2025.
4. Louis de Catheu, *État, puissance et technologie : le technonationalisme à Washington*, Le Grand Continent, 2022.
5. Ibid.
6. Pierre Charbonnier, *La Coalition climat. Travail, planète et politique au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, coll. Le compte à rebours, 2025, p. 115.
7. Discours d'investiture de Donald Trump, 20 janvier 2025.
8. Pierre Charbonnier, *op. cit.*, p. 87.
9. Discours d'investiture de Donald Trump, *op.cit.*
10. Steven Teles, « Varieties of Abundance », [Niskanen Center](#), 28 août 2025.
11. Tyler Cowen, « What libertarianism has become and will become. State Capacity Libertarianism », [Marginal Revolution](#), 1<sup>er</sup> janvier 2020.
12. Alana Newhouse, « Everything is broken », [Tablet](#), 14 janvier 2021.
13. Klein et Thompson font d'ailleurs l'apologie des villes comme lieu d'innovation et de croissance économique.
14. On estime que c'est près de 7 milliards d'euros qui ont été ainsi perdus par EDF entre 2011 et 2025 (dates de création et de suppression de l'Arenh).